



Les nouveaux défis du Maroc

La géographie, l'histoire du Maroc comme son actualité semblent lui conférer une éternelle vocation à être à la croisée des chemins. Aujourd'hui, il est au cœur d'une double exigence extérieure et intérieure dont les implications en termes de réformes économiques, politiques et institutionnelles devraient impacter, pour longtemps, le projet de société auquel aspirent ses élites. Autant d'enjeux, autant de défis qui prendront, dans la décennie à venir, une dimension de plus en plus concrète, décisive pour son avenir.

Au plan extérieur, il est à la veille de son entrée dans la zone de libre échange avec l'Europe, en plein leadership dans la promotion d'un modèle de partenariat euro méditerranéen rénové et à l'orée de la zone de libre échange avec les USA, alors qu'il s'engage, résolument, dans sa traditionnelle solidarité économique, sociale et politique avec le Maghreb et l'Afrique dont il partage avec les peuples de multiples appartenances, géographique, historique et humaine.

Au plan intérieur, la volonté royale vise à asseoir, dans la durée, la croissance économique sur le double fondement des infrastructures et activités à forte valeur ajoutée d'un côté et du développement humain de l'autre. L'Initiative Nationale pour le Développement Humain, considérée comme un véritable chantier de règne, devrait développer des synergies cumulatives avec les programmes de lutte contre l'habitat insalubre, la promotion de l'habitat économique et les retombées de la réforme, audacieuse pour un pays musulman, du Code de la famille. L'évolution du Maroc devrait donc profiter de telles orientations, renforcer ses positions sur la scène internationale et les



marchés extérieurs et consacrer son engagement dans le cercle vertueux du développement durable.

Celui-ci devrait, cependant, intégrer les contraintes de la triple transition, démographique avec ses retombées caractéristiques, économique, celle de l'ouverture d'une économie pendant longtemps protégée sur la compétition internationale et, enfin, démocratique, avec son processus complexe de réformes politiques et institutionnelles.

L'accélération de la transition démographique devrait porter, en particulier, sur le marché du travail une proportion de plus en plus élevée de la population active, alors que le pays doit prendre en charge un nombre croissant de personnes âgées et lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité.

La transition économique devrait, plus particulièrement, le soumettre aux défis de la mondialisation. Des partenariats performants entre secteur public et entreprises privées sont appelés à cibler, par des actions convergentes, les segments les plus profitables des chaînes de valeur globales qui, comme on le sait, ont une forte teneur en capital immatériel et constituent, de nos jours, une citadelle difficile à pénétrer.

Enfin, ayant opté d'inscrire son évolution dans le cadre d'une démocratie conforme au modèle de société moderniste auquel aspire son peuple, le Maroc doit relever l'ensemble des défis précités dans le cadre de cette option qui, de par sa nature, favorise l'expression conflictuelle des intérêts contradictoires et amplifie les revendications sociales.

Il s'agit là d'une mutation de grande amplitude qui implique une volonté politique de longue haleine dans laquelle s'inscrivent, d'ores et déjà, aujourd'hui, les orientations prises par le royaume et dont l'économie marocaine



semble commencer à profiter des retombées positives. Tous les indicateurs économiques en termes de stabilité macroéconomique, d'investissement, de croissance et d'emploi semblent présenter l'avenir sous de bons auspices et engagent les partenaires économiques et sociaux à l'aborder avec moins de morosité et de frilosité.

Certes, comme dans tout projet d'avenir, des aléas toujours possibles peuvent perturber les conjonctures les plus favorables, surtout dans un monde dominé par les conflits géostratégiques, l'envolée des prix de l'énergie et des produits alimentaires et la multiplication des foyers de tensions, voire de guerres, plus ou moins localisés. Le risque zéro n'existe dans nul domaine. Si, au Maroc, en terme de stabilité institutionnelle, il est quasi nul, au plan politique, au sens large, le faible taux de participation aux élections législatives de septembre 2007 pourrait justifier des interrogations.

Les enjeux extérieurs et le projet sociétal que sous-tendent les efforts de développement économique et social exigent, pourtant, des opérateurs politiques, au même titre que des opérateurs économiques, une réelle capacité de s'inscrire dans des démarches anticipatives qui privilégient le long terme et l'intérêt de la collectivité nationale au court terme et aux intérêts catégoriels, voire politiques. C'est là un domaine où le Maroc pourrait être considéré encore à la croisée des chemins.

Ahmed Lahlimi Alami,
Haut Commissaire au Plan du Maroc.